

Rubec, P.J. 1988a. The need for conservation and management of Philippine coral reefs. *Environmental Biology of Fishes* 23(1-2): 141-154.

Rubec, P.J. 1988b. Cyanide fishing and the International Marinelife Alliance Net-training Program. Makati, Philippines: Newsletter of the ASEAN/USAID Coastal Resources Management Project, International Center for Living Aquatic Resources Management, Tropical Coastal Area Management 23(2): 11-13.

Rubec, P.J. & V.R. Pratt. 1984. Scientific data concerning the effects of cyanide on marine fish. *Freshwater and Marine Aquarium* 7(5): 4-6, 78-80, 82-86,90-91.

Rubec, P.J. & R. Soundararajan. 1991. Chronic toxic effects of cyanide on tropical marine fish. In: P. Chapman *et al.* (eds), *Proceedings of the Seventeenth Annual Toxicity Workshop: November 5-7, 1990, Vancouver, B.C.* Canadian Technical Report of Fisheries and Aquatic Sciences 1774 (1): 243-251.

Teo, L.H., T.W. Chen & B.H. Lee. 1989. Packing of the guppy, *Poecilia reticulata*, for air transport in a closed system. *Aquaculture* 78: 321-332.

White, A.T., L.Z. Hale, Y. Renard & L. Cortesi (eds). 1994. *Collaborative and Community-Based Management of Coral Reefs*; West Hartford, Connecticut: Kumarin Press; 130 p.



Le gouvernement fidjien envisage d'interdire totalement l'exportation de corail et de poissons vivants

Source : *PacNews*, 7 septembre 1999

Une sous-commission gouvernementale a été créée à Fidji afin d'examiner l'impact de la récolte commerciale de corail et de l'exportation de poissons d'aquarium sur la faune et la flore marines naturelles de Fidji. Selon une déclaration du gouvernement, la sous-commission peut envisager une interdiction totale de la récolte et le retrait des licences parce que, pour l'instant, il n'existe aucun moyen efficace de surveillance du commerce de coraux et de poissons d'aquarium dans le pays.

"Presque tous les autres pays ont décrété une interdiction totale de la récolte et de l'exportation de coraux et de poissons d'aquarium. Fidji est l'un des rares pays à continuer à les autoriser sous le couvert de règlements. Le gouvernement a pris ces mesures pour prévenir les dégâts écologiques que ces activités pourraient causer à l'environnement marin", est-il affirmé.



Exportations de corail et de poissons d'aquarium : l'importance de la certification pour Fidji

Source : *Fiji Daily Post*, 25 septembre 1999

Fidji est l'un des 70 pays exportateurs de corail et de poissons d'aquarium décidés à établir un règlement et à le faire respecter par les entreprises. C'est l'aboutissement d'une proposition avancée par le *Marine Aquarium Council* concernant l'avenir du commerce international de poissons et de coraux destinés à l'aquariophilie.

Selon le *Marine Aquarium Council* (MAC), ce commerce n'est possible que s'il respecte des normes strictes de protection de l'environnement et de transport par bateau. MAC est un organisme sans but lucratif, basé aux États-Unis d'Amérique, et composé de collectionneurs, d'exportateurs, d'importateurs, de détaillants, de clubs d'aquariophilie et d'organisations de protection de

l'environnement telles que le Fonds mondial pour la Nature (WWF).

Lors de la réunion de son conseil d'administration, qui s'est tenue la semaine dernière dans le Kentucky (États-Unis d'Amérique), le Conseil a approuvé un calendrier de trois ans pour la mise au point d'un agrément des exportateurs, importateurs et détaillants. Une fois la procédure d'agrément en vigueur, les clients sauront quels coraux et poissons ils peuvent collectionner d'une manière durable et sans danger pour l'environnement.

Le directeur pour le Pacifique du Fonds mondial pour la Nature, Peter Hunnam, a affirmé que le WWF promeut l'idée d'un tel agrément et en facilite la réalisation.

"Les gens qui achètent des poissons vivants et des spécimens de corail pour leurs aquariums sont des clients avisés qui sont prêts à déboursier plus pour avoir l'assurance que les animaux qu'ils achètent ont été récoltés avec le souci de l'environnement", déclare M. Hunnam.

"L'agrément en sera le garant. Son but est de certifier que la récolte du corail se fait d'une manière qui ne nuit pas au récif, qu'aucune espèce rare ou menacée d'extinction n'est capturée et que la pêche n'engendre qu'un minimum de déchets. Les propriétaires locaux du récif se partageront de manière adéquate les bénéfices tirés de la pêche."

Selon lui, l'agrément peut contribuer à inciter les puissants consommateurs à épauler les efforts de conservation déployés par les organismes publics et les collectivités locales.

"À chaque opération de récolte de corail, on peut essayer de respecter les normes rigoureuses en faveur de la durabilité écologique. L'agrément couvrirait l'ensemble de la chaîne, depuis le récif jusqu'au revendeur, en passant par les collectionneurs, l'exportateur et l'importateur", précise M. Hunnam.

La procédure d'agrément sera conduite par des entreprises indépendantes, accréditées auprès du *Marine Aquarium Council*. Walt Smith, membre du conseil consultatif du MAC et directeur de *Walt Smith International*, le premier exportateur fidjien de corail et de poisson, affirme que la demande d'agrément sera volontaire.

"Elle n'empêchera pas les entreprises non agréées d'exporter, dans un premier temps, mais le Conseil s'efforce de faire accepter le principe au niveau gouvernemental. On espère que les autorités des pays exportateurs finiront par n'attribuer des licences qu'à des exportateurs agréés et que les autorités des pays importateurs n'admettront que des importations et des ventes effectuées par des sociétés agréées", dit-il.

"Même s'il n'en va pas ainsi, le Conseil s'active sur un autre front : créer un groupe de sociétés importatrices bien informées, surtout en Europe et aux États-Unis, qui achèteront exclusivement à des sociétés agréées, sachant qu'elles offrent un label de qualité et que l'acheteur n'acquerra pas des produits de bas de

gamme, collectés par des méthodes peu respectueuses de l'environnement."

"Lorsque les entreprises et les pays munis de l'agrément formeront un groupe important, les sociétés qui n'auront pas obtenu le leur seront évincées du marché."

M. Smith ajoute que l'exportation de corail et de poisson de Fidji a suscité une vive polémique et que le gouvernement a mis en place une sous-commission officielle qui est en train d'examiner l'affaire.

"Je pense qu'il est temps de remettre les pendules à l'heure. Le secteur de l'aquariophilie est en grande partie responsable des inquiétudes qui se manifestent, à l'échelle internationale, au sujet des récifs coralliens parce qu'il a introduit l'écologie récifale dans les foyers, les aquariums publics et les aquariums de recherche. Il serait déplorable que l'éveil même de cet intérêt du public soit la cause de notre destruction, en raison d'une mauvaise information des gens de nos effets sur l'environnement", déclare M. Smith.

"La délivrance d'un agrément est l'un des meilleurs moyens de prouver au monde que cette activité peut être durable. Il y a des professionnels de la filière, tels que nous, qui souhaitent être agréés certifiés pour prouver qu'ils font les choses correctement."

M. Smith indique que Fidji, Hawaii, l'Indonésie et les Philippines ont été choisies pour être les régions pilotes où seront testées les différentes étapes de l'exportation de corail et de poisson. Dans ces régions, le secteur est relativement limité et facile à surveiller.

"Fidji possède cinq entreprises qui exportent du poisson vivant ou du corail et emploient plus de 500 personnes. Le secteur rapporte plus de 12 millions de dollars à l'économie fidjienne par an, et il est de l'intérêt de tous de s'assurer de la durabilité de ses pratiques. À l'heure actuelle, nous jouissons d'une excellente réputation pour la grande quantité de nos produits et le très bon état dans lequel ils arrivent à destination", dit-il.

"Plus de 70 pays exportent du poisson vivant, et une vingtaine commercialise également du corail vivant ou des roches coralliennes mortes. Ce sera une énorme tâche d'obtenir l'agrément d'une majorité d'entreprises, d'ici trois ans, représente. Cela se fera à l'échelle régionale, Fidji servant de centre de coordination pour le reste du Pacifique Sud", dit M. Smith.

Pour y parvenir, le Conseil a reçu le soutien et un financement du Fonds mondial pour la nature, des Fondations Packard et Henry, de la Banque mondiale, de l'Association américaine des zoos et aquariums et d'autres grandes sociétés et organisations écologistes en vue de l'élaboration de la certification.

